

Le jour où la Floride sera sous l'eau

PAR MATHIEU MAGNAUDEIX

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 27 DÉCEMBRE 2018



Ouragan Irma à Miami (Floride), le 10 septembre 2017. © Reuters

Le grand État américain, paradis ensoleillé des retraités, est un immense marais, situé au niveau de la mer. À cause du réchauffement climatique, les eaux montent sur les côtes, menaçant les écosystèmes et la population. Dans un déni presque parfait.

Naples et Miami (Floride), de notre envoyé spécial.-

« Le Paradis » a pris un sale coup. Le lotissement de vacances les pieds dans l'eau n'est plus qu'un grand chantier. Pendant l'ouragan, deux des sept pavillons ont été baladés de l'autre côté du chenal. D'autres sont vides comme après une guerre. Robert Waltz s'affaire, la clope au bec : il va reconstruire les petites maisons bleues. Sa tante, la propriétaire, n'a pas d'assurance. « Si près de l'eau, ce serait hors de prix. On va réparer, ça recommencera, plus fort encore qu'avant. Un jour, il faudra peut-être foutre le camp. »

Au « Little Bar », face à la marina, des retraités dépiautent des crustacés sous un soleil parfait. Ce midi de février, Goodland ressemblerait presque à sa carte postale s'il n'y avait les escouades d'ouvriers, ces maisons défoncées, les bâches sur les toits, des tas de débris dans les allées.

Cinq mois plus tôt, le 10 septembre 2017, le terrible ouragan Irma s'est affalé ici, des vents à **185 kilomètres à l'heure**, une vague de deux mètres. Irma a fait **120 morts en Floride**, sept millions d'évacués, des **dizaines de milliards de dollars** de dégâts.



La presqu'île de Goodman, village au bord de l'eau dévasté par Irma. Ici en février 2018, cinq mois après le passage de l'ouragan. © Mathieu Magnaudeix

Jane et Richard, deux retraités du Midwest, vivent à l'année dans un coude juste au bord de l'eau. Irma a détruit tous leurs meubles. Ils ne s'attardent pas : la publicité, ça fait baisser le prix des maisons. Cette histoire de montée des eaux, ils n'y croient pas une seconde. Les ouragans plus violents et plus fréquents, c'est un accident, la faute à pas de chance. Le prix qu'il en coûte pour vivre au « paradis », comme ils disent tous ici.

La côte est de la Floride, l'oasis des vieux Américains riches, est un bastion conservateur, où des groupes ultras font campagne contre la mention de l'évolution et du réchauffement climatique dans les manuels scolaires. Avec sa plage de sable fin au bord du golfe du Mexique et ses demeures ogresques, la grande ville, Naples, affiche l'opulence sous les palmiers.

Les promoteurs, les puissants de l'économie locale, guettent chaque mètre carré disponible. Gardées par des vigiles, les « *gated communities* » aux noms aquatiques rivalisent de gazons luxuriants, arrosés continuellement en plein cagnard. Sur la côte, des villes entières érigées au ras de l'eau sur des polders artificiels, quand l'homme pensait dompter la nature, risquent un jour d'être balayées en quelques minutes par des ouragans. Bienvenue dans un bastion du déni climatique.

Il y a cent cinquante ans, le sud inhospitalier de la Floride était un **grand marais à crocodiles**. Des travaux pharaoniques de drainage l'ont rendu

habitable. Mais la nature est têtue : ce gigantesque État de 20 millions d'habitants, la plupart au bord de l'eau, reste une grande raquette toute plate au niveau de la mer (son point le plus élevé culmine à 105 mètres). Un doigt dans l'océan, particulièrement vulnérable aux ouragans et aux tempêtes tropicales. Chaque année, **la mer monte imperceptiblement**, entre trois et cinq millimètres par an. Peut-être plus demain, beaucoup plus si les émissions de CO₂ continuent à leur rythme actuel.



Club privé pour golfeurs à Naples, Floride. © Mathieu Magnaudeix

Bien sûr, les océans s'élèvent partout, à cause du réchauffement climatique, qui augmente leur volume, et de la fonte des glaces polaires (*lire **notre série d'articles***). Selon les climatologues américains, le niveau des mers pourrait monter de 30 cm à un mètre, voire deux mètres ou plus d'ici à 2100. Mais le paradis floridien cumule les malchances. À cause de la très faible élévation, la montée des eaux est une menace imminente, d'autant que le bâti se concentre sur les côtes. Le réchauffement climatique a rendu plus fréquents et plus violents les ouragans, qui rencontrent moins d'obstacles puisque tout est plat. Ils modifient les côtes et détruisent la barrière naturelle des mangroves, déjà décimées par une urbanisation erratique.

« Même dans le scénario optimiste, l'instabilité climatique va forcément s'accroître », estime Jim Beever, qui tente de sensibiliser les municipalités et la population au sein du **Southwest Florida Regional Planning Council**, une agence qui tente d'anticiper la menace et de sensibiliser les habitants. « Cela veut dire des saisons sèches plus sèches, des saisons humides plus humides, plus d'événements extrêmes, davantage d'érosion côtière, une faune et une flore de plus en plus exotiques, davantage de maladies tropicales pour les

plantes, les animaux et les humains, une prolifération des algues, une pression accrue sur les infrastructures et des coûts supplémentaires. » Pendant ce temps, la mer continuera de monter, inexorablement.

L'eau et les ouragans se mêlent avec l'histoire locale. En 1960, Naples est devenu la capitale du comté de Collier après qu'Everglades City, le siège de l'administration, a été ravagée par l'ouragan Donna – depuis, cette petite ville délaissée **agonise doucement**, les pieds trempés, cette fois encore sinistrée par Irma.

Naples aussi a souffert lors du dernier ouragan : des morts, les écoles fermées, des milliers d'évacués, l'eau partout, les arbres terrassés dans tous les jardins. Visiblement, ces blessures n'ont pas suffi pas pour fêter la gangue du déni, cet amalgame solide d'idéologie, de fatalisme, d'indifférence.



Penny Taylor à Naples, février 2018. © Mathieu Magnaudeix

Penny Taylor nous rencontre un matin au bord de la grande plage de Naples. Elle tourne la tête vers l'horizon, radieux, bleu clair. « J'ai beaucoup d'empathie, dit-elle, pour ceux qui ne veulent pas voir. Ils sont comme les petits enfants qui mettent le doigt dans le trou de la digue en pensant que ça l'empêchera de céder. » Les petits enfants, elle les croise tous les jours : ce sont ses collègues au sein de l'administration locale.

Taylor est une des élues du comté. Elle est républicaine, le parti de Donald Trump, mais elle croit au changement climatique, à ses causes humaines, aux désastres qui arriveront si rien n'est fait. Sans le dire

trop fort, elle ordonne déjà aux ouvriers du comté de surélever les infrastructures, et tente en douce de limiter la gloutonnerie des promoteurs.



Projection avec 1,82 mètre (6 pieds) de montée des eaux à Naples. © Harold Wanless

Penny Taylor a accueilli comme une « *bénédiction* » une étude en cours sur les effets locaux de la montée des eaux... **financée par la multinationale BP** en réparation de la marée noire Deepwater Horizon de 2010. Son auteur, Michael Savarese, professeur de sciences marines à l'université Gulf Coast de Fort Myers, avance lui aussi à pas de loup. Dans ses réunions de concertations avec les élus et le business local, il évite de se montrer trop alarmiste. Ni brusquer, ni effrayer. « *Il faut rester assez optimiste pour que la communauté s'occupe du problème. On commence à évoquer la nécessité de s'adapter. On ne parle pas encore de réduction de l'empreinte carbone. Il faut bien commencer quelque part...* »

« **Miami Beach, c'est fini** »



À Naples Estates, un parc à mobile homes pour retraités, un quart des maisons ont été soufflées. Comme Rocky, nombre de résidents soutiennent Donald Trump, qui est même venu ici après Irma. © Mathieu Magnaudeix

L'« adaptation » a quelque chose de parfois désarmant. À « *Naples Estates* », un lotissement populaire ravagé, Irma a soulevé un quart des mobile homes comme des fétus de paille. La direction a décidé de rehausser les futurs pavillons avec trois parpaings et de les lier au sol par des lanières d'acier. Elle exhibe les nouveaux modèles comme un argument commercial, avec

des ballons multicolores accrochés aux balustrades. Dérisoires protections face aux vents surpuissants des ouragans d'aujourd'hui et de demain...

Jack Tucker, l'homme à la barbe blanche qui promène son chien, a vu sa maison détruite par Irma. Le plombier du Massachusetts, un électeur de Donald Trump, a eu de l'eau jusqu'aux genoux. « *Je vois bien qu'il se passe des choses mais comment être sûr que ce n'est pas naturel ? Le feu c'est chaud, la glace c'est froid. Le changement climatique, je ne l'ai pas constaté de moi-même.* »

Penny Taylor, l'élue républicaine, a peur de l'histoire qui est en train de s'écrire. Naples, dit-elle, pourra peut-être s'adapter, pour un temps au moins. Les promoteurs construiront, à destination des plus aisés, des bâtiments à l'épreuve de l'eau. Mais si la puissance publique reste aussi pingre, si l'administration Trump et les suivantes poursuivent dans le déni du changement climatique – qualifié par Donald Trump de « *hoax* » créé par les Chinois –, d'autres communautés moins prospères n'auront pas cette chance. Face à la mer ce beau matin d'hiver, Penny Taylor lâche son verdict : « *Le gouvernement fédéral doit changer d'attitude. Si nous ne faisons rien, les riches survivront et les pauvres périront.* »



La presqu'île de Miami Beach : tourisme, luxe et spéculation immobilière. © Harvard University Graduate School of Design

Paru en 2017, le livre-enquête de Jeff Goodell, journaliste du célèbre magazine *Rolling Stone* (*The Water Will Come*, éd. Hachette Books, non traduit en France), commence par une dystopie. En 2037, un ouragan et des vagues de six mètres engloutissent la presqu'île de Miami Beach, ses hôtels huppés et les célèbres résidences art déco de South Beach. L'autoroute côtière est balayée, la baie de Biscayne s'emplit d'excréments surgis des fosses septiques. L'État américain ne veut plus payer, la ville ne

peut plus emprunter. L'eau, elle, continue de monter. Un jour, les luxueux gratte-ciel finissent par être abandonnés.

« À la fin du siècle, écrit Goodell, Miami devenait un spot de plongée populaire où les gens nageaient au milieu des requins et des 4×4 incrustés de coquillages, explorant les décombres de ce qui fut une grande ville américaine. »

« Bien sûr, ce n'est qu'une vision du futur, ajoute-t-il. Il y en a de plus optimistes... et de plus sombres. Mais [...] la montée des eaux est un des faits centraux de notre époque, aussi réel que l'est la gravité. Elle va remodeler notre monde d'une façon que la plupart des gens imaginent à peine. »

Sur la façade atlantique de la Floride, Miami l'extravagante étale son fric sous les palmiers et le soleil. Les condos de luxe s'échangent à des prix fous, marché dopé par l'industrie mondiale du blanchiment d'argent. Le tourisme tourne à plein. C'est Babylone... ou bien l'Atlantide : des quartiers entiers de la ville ont déjà les pieds dans l'eau. Les « king tides » (grandes marées) transforment plusieurs fois par an les rues commerçantes de Miami Beach, bordées de boutiques de luxe, en pédiluve impraticable.

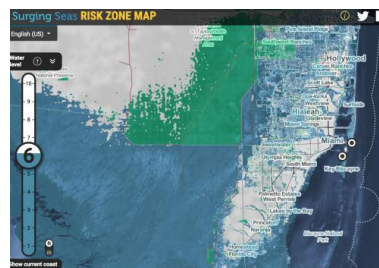
Miami est au ras de l'eau et construite sur du limon poreux : autrement dit, c'est une éponge. Selon les projections du **Southeast Florida Compact**, un groupe de travail mêlant collectivités et scientifiques, l'eau pourrait monter de 15 à 25 centimètres (au-dessus du niveau de 1992) d'ici à 2030 ; de 35 à 86 centimètres

d'ici à 2060 ; de 78 centimètres à plus de 2 mètres d'ici à 2100. À cette hauteur, une bonne partie du sud de la Floride sera immergée :



Projection avec 1,82 mètre (6 pieds) de montée des eaux à Naples. © capture écran climatecentral.org

Et Miami, ville de 500 000 habitants au cœur d'une mégapole dix fois plus peuplée, baignera les pieds dans l'eau :



Projection avec 1,82 mètres (6 pieds) de montée des eaux à Miami © capture écran climatecentral.org

Sur la nappe en papier d'un restaurant italien de Miami où il nous a donné rendez-vous, Harold Wanless dessine à la main la côte de la Floride. Il en connaît tous les contours, toutes les élévations. Dans la communauté des climatologues américains, Wanless, géologue à l'université de Floride, est un peu une Cassandra. Le *kill joy* absolu. Papy bourru et moustachu, Wanless pense que les modèles prédictifs actuels sont défaillants. En se fondant sur de précédents épisodes climatiques, il **assure** que le cycle d'une montée rapide des océans est irréversible.

« Même si nous cessions aujourd'hui de brûler des énergies fossiles, les gaz à effet de serre dans l'atmosphère la réchaufferaient encore pendant trente ans, et le dioxyde de carbone resterait dans l'atmosphère pendant des milliers d'années. »

Aucune raison que la fonte des glaces et la montée des eaux ne s'arrêtent. Wanless pense qu'au cours du siècle qui s'ouvre, l'eau va monter très rapidement, « entre 3 et 9 mètres ». De Miami ne subsisteraient alors que quelques îlots...



Projection avec 3 mètres (10 pieds) de montée des eaux dans le sud de la Floride. © capture écran climatecentral.org

« En tout cas, avec certitude, Miami Beach, c'est fini, dit Wanless. Mais la plupart des gens ne veulent pas le voir. Pendant les grandes marées, il y a encore des gens qui appellent pour se plaindre, car ils croient que des canalisations sont cassées. D'autres continuent à conduire leurs Maserati dans cette eau de mer salée qui corrode les voitures. L'ancien maire de Miami Beach a dit un jour qu'on y vivrait encore dans mille ans. C'est presque criminel de dire ça. »

Gentrification climatique



Un hôtel en rénovation à Miami Beach, février 2018. © Mathieu Magnaudeix

Quand il nous reçoit dans son bureau surplombant downtown, James Murley, le « Monsieur montée des eaux » du comté de Miami-Dade, ne condamne pas les propos de Wanless. « Il est au-dessus du consensus des experts. Mais les modèles ne sont pas des prédictions. En 2100, l'eau sera peut-être moins haute que ce qu'ils prévoient... ou plus haute. Personne ne sait... », dit-il plutôt.

Murley, dont le titre officiel est « chef de la résilience » du comté, veut nous prouver que Miami est en pointe. « Nous avons pris conscience de la montée

des eaux il y a des décennies. Nous élevons nos infrastructures, nous les déplaçons loin des côtes dès que nous le pouvons. Des expériences d'urbanisation sont en cours dans plusieurs quartiers régulièrement inondés par les marées. »

Quand Wanless alerte, Murley tempore, affiche la confiance. « Dans cent ans, les bâtiments de Miami auront été détruits et reconstruits. Nos moyens de transport auront sans doute évolué. Il y aura des innovations technologiques. »



Le chercheur Henry Briceño, à l'université internationale de Floride. © Mathieu Magnaudeix

« À ce stade, nous planifions pour les cinquante années à venir, renchérit Jane Gilbert, chargée du dossier à la mairie de Miami. Nous comptons investir un milliard de dollars, sans doute plus, dans les quinze ans pour relever le défi, avec des financements privés et, espérons-le, l'aide de l'État fédéral. Au-delà... tous les médias ne parlent que de 2100, mais combien de municipalités dans le monde planifient à 85 ou 100 ans ? Est-ce que Paris le fait ? »

Pas question de soulever avec elle l'hypothèse d'une relocalisation massive des hommes et des activités, plus loin, à distance des côtes. « La vie est-elle horrible ici ? Pourquoi ? C'est risible. J'ai mes enfants ici, je vis au bord de l'eau, j'aime cette ville, sa météo, sa créativité. Nos enfants, nos petits-enfants, pourront vivre ici. »

Pour **Henry Briceño**, chercheur en environnement à l'université internationale de Floride, c'est exactement ce genre de remarque qui prouve le déni des autorités, malgré leur volontarisme affiché.

« Ça vient, voyons ! Tout le sud de la Floride va être submergé. Et il n'y a pas besoin de deux mètres d'eau de plus pour rendre ici la vie impossible. Avec

les autres. Et la mairie de Miami vient de passer une résolution pour tenter de lutter contre la « *gentrification climatique* ».

Auteur de l'étude d'Harvard et spécialiste de l'économie du changement climatique, Jesse Keenan salue l'initiative. « *La ville commence à s'activer. Mais c'est juste le début. Le déni reste puissant. Tout l'argent du monde ne suffira pas à sauver Miami dans son état actuel. Il faudra des décisions difficiles.* »

Il vaudrait mieux, précise-t-il, qu'elles soient prises en amont, « *dans un cadre démocratique* ».

Boîte noire

J'ai rencontré la plupart des personnes interrogées en Floride en février 2018, puis complété la recherche et écrit l'article cet hiver.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.